

Le tour de passe-passe du gouvernement

Par
**BERNADETTE
GROISON**
Secrétaire
générale
de la FSU

Comme toujours, notre pays serait en retard d'une réforme. A défaut de le rattraper, le pire des avenir viendrait punir les générations à venir ! Le gouvernement a réduit ce débat de société à une question financière. Il s'agit d'adresser des signaux forts aux marchés plutôt que préserver les retraites par répartition : travailler plus longtemps et gagner moins pour conserver à la France la note AAA ?

Or, il faut avoir le courage de traiter les vraies questions posées par cette excellente nouvelle qu'est l'allongement de la durée de la vie. Souhaitons-nous que cet allongement se traduise par une intensification du travail pour ceux qui ont un emploi et par un appauvrissement général des retraités avec un ac-

croissement des inégalités ? Ou voulons-nous développer de nouvelles solidarités entre actifs et retraités, jeunes et vieux, hommes et femmes en réduisant les inégalités et en donnant à chacun les moyens de profiter de ce gain d'espérance de vie ? Allons-nous vers des régressions sociales ou prolongeons-nous un mouvement séculaire d'accroissement du temps pour soi sur le temps contraint du travail ?

Il suffit de lire le rapport du COR pour constater que les réformes engagées depuis une vingtaine d'années ont comme conséquence programmée une baisse relative des pensions par rapport aux revenus d'activité : 20% de moins ! Cette situation tient au refus du patronat et du gouvernement d'accroître les prélèvements pour financer la protection so-

ciale. Ceci a conduit à une série de réformes (Balladur en 1993, Fillon en 2003) ou d'accords léonins sur les régimes complémentaires, mettant en place des mécanismes qui sapent à chaque fois un peu plus le système de retraites. La même approche conduit à la solution de l'allongement de la durée d'activité avec ce qui semble être un argument imparable, le prétendu bon sens : «à problème démographique, solution démographique». Pur sophisme, car la vraie question est de savoir combien de personnes en âge de travailler sont employées et quelles richesses elles produisent. Le rapport du COR estime que d'ici vingt ans le nombre de trimestres validés pour la retraite sera en moyenne de 155 et, d'ici quarante, il baissera à 148 alors que dans le même temps la durée

de cotisations pour une retraite complète devrait passer à 166 ! Comment peut-il en être autrement alors que l'âge d'entrée dans la vie active des jeunes ne cesse d'augmenter et que 6 salariés sur 10 ne sont plus en activité à 60 ans ? Non qu'il n'y ait rien à faire. Nous vivons plus vieux et cette bonne nouvelle a un coût si nous voulons que ce prolongement de la vie se fasse dans de bonnes conditions pour tous. Les richesses produites dans notre société continueront à croître. Le COR prévoit un doublement du PIB d'ici 2050. Financer les retraites signifie y consacrer une part plus importante des richesses en passant de 13% du PIB à 17 ou 18% d'ici quarante ans. Et le faire par des choix qui favorisent l'emploi, les salaires et l'investissement au détriment des dividendes.